



# Un partenariat avec l'Afrique

Comment la Banque européenne d'investissement met en œuvre les politiques de l'UE en Afrique et envisage l'avenir pour le développement et le partenariat sur l'ensemble du continent



Banque  
européenne  
d'investissement

*La banque de l'UE*



# Un partenariat avec l'Afrique

Comment la Banque européenne d'investissement met en œuvre les politiques de l'UE en Afrique et envisage l'avenir pour le développement et le partenariat sur l'ensemble du continent



Banque  
européenne  
d'investissement

*La banque de l'UE* 

## **Un partenariat avec l'Afrique**

Comment la Banque européenne d'investissement met en œuvre les politiques de l'UE en Afrique et envisage l'avenir pour le développement et le partenariat sur l'ensemble du continent

© Banque européenne d'investissement, 2021.

98-100, boulevard Konrad Adenauer – L-2950 Luxembourg

☎ +352 4379-1

✉ [info@eib.org](mailto:info@eib.org)

[www.eib.org](http://www.eib.org)

[twitter.com/eib](https://twitter.com/eib)

[facebook.com/europeaninvestmentbank](https://facebook.com/europeaninvestmentbank)

[youtube.com/eibtheeubank](https://youtube.com/eibtheeubank)

Tous droits réservés

Toutes les questions relatives aux droits et aux autorisations doivent être transmises à l'adresse suivante : [publications@eib.org](mailto:publications@eib.org)

Pour de plus amples informations sur les activités de la BEI, veuillez consulter le site web [www.eib.org](http://www.eib.org). Vous pouvez également écrire à l'adresse [info@eib.org](mailto:info@eib.org). Abonnez-vous à notre bulletin électronique à l'adresse [www.eib.org/sign-up](http://www.eib.org/sign-up).

Publication de la Banque européenne d'investissement.

Imprimé sur du papier Maxioffset FSC® Mix.

La BEI utilise du papier certifié par le Forest Stewardship Council (FSC), parce qu'il est fabriqué par des personnes qui aiment les arbres.

Le FSC soutient une gestion des forêts de la planète qui allie respect de l'environnement, utilité sociale et viabilité économique. Nous le savons tous : lire, c'est bon pour nous. C'est bon aussi pour la planète, mais pas sur n'importe quel papier.

eBook: QH-09-21-152-FR-E ISBN 978-92-861-5058-6 doi:10.2867/65632  
print: QH-09-21-152-FR-C ISBN 978-92-861-5017-3 doi:10.2867/9478  
pdf: QH-09-21-152-FR-N ISBN 978-92-861-5016-6 doi:10.2867/524892

Imprimé par Print Solutions



# Sommaire

Défis et possibilités pour l'Afrique	5
L'Afrique et la BEI : l'histoire d'un partenariat	7
Comment nous œuvrons à la réalisation des priorités du partenariat Afrique-UE	11
Notre expérience en Afrique	15
Instruments	23
Nos projets pour l'avenir	25



# Défis et possibilités pour l'Afrique

**L'Afrique compte plus d'un milliard d'habitants. Nulle part ailleurs, la classe moyenne n'est si jeune et ne croît aussi rapidement. Avec un âge médian inférieur de 14 ans à celui de tout autre continent, l'Afrique entame une page de son histoire au cours de laquelle ses perspectives politiques, économiques et sociales se transformeront. Chaque année, en Afrique subsaharienne, 20 millions de demandeurs d'emploi entrent sur le marché du travail. D'ici dix ans, la croissance de sa main-d'œuvre dépassera celle du reste du monde, tous pays confondus. L'intégration de cette main-d'œuvre dans l'économie mondiale pourrait constituer un atout inégalé.**

L'Afrique est dotée de grandes richesses naturelles : pétrole, cobalt, platine et phosphate. Pourtant, ce continent est durement frappé par la pauvreté. Sur les dix pays affichant le pourcentage le plus élevé d'habitants vivant dans la pauvreté, neuf se trouvent en Afrique subsaharienne. En outre, 32 millions de personnes supplémentaires ont franchi le seuil de pauvreté en 2020 à cause des conséquences économiques de la pandémie de COVID-19. Plus de 70 % de la population mondiale n'ayant pas accès à l'électricité est africaine. Cependant, les perspectives du continent changent. Les secteurs pétrolier et minier représentent aujourd'hui une minorité des entrées de capitaux à long terme, les investisseurs privilégiant désormais les télécommunications, le commerce de détail et les services. Chaque jour en Afrique subsaharienne, 90 000 nouveaux utilisateurs se connectent à l'internet pour la première fois. L'Afrique acquiert ainsi rapidement son statut de centre mondial de la banque mobile. Cette évolution facilite l'accès aux marchés mondiaux, renforce la résilience, favorise la transparence et crée des emplois.

Bien sûr, les changements climatiques intensifient les enjeux auxquels l'Afrique doit s'atteler, en provoquant des déplacements forcés et en contribuant à la fragilité. Le continent pâtit en effet des retombées des changements climatiques alors qu'il est responsable de moins de 4 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre. L'accord de Paris sur le climat a profondément modifié la dynamique du développement en mettant en lumière le fait que tous les pays du monde, riches ou pauvres, sont en transition vers une économie verte et propre. En raison du niveau relativement bas d'industrialisation dont témoigne sa modeste contribution au réchauffement planétaire, l'Afrique pourrait en fait directement basculer dans un avenir plus écologique.

Cette croissance verte doit également être inclusive, en élargissant l'accès aux biens de première nécessité, tels que l'énergie propre, l'eau et la mobilité, ainsi que l'éducation et les soins de santé, de manière à garantir l'égalité des chances. En effet, les interruptions de scolarité des enfants en Afrique subsaharienne provoquées par la seule pandémie de COVID-19 entraîneront une perte de revenus future de 7 000 dollars par enfant. Il est essentiel de veiller à ce que les entreprises et les microentrepreneurs aient accès aux financements nécessaires pour favoriser la création d'emplois décents, dont l'Afrique a tant besoin.

Une leçon à tirer de la pandémie est que nous assisterons, au cours des prochaines décennies, à une augmentation des risques liés aux changements climatiques et aux phénomènes météorologiques extrêmes, ainsi qu'à la persistance des risques de conflit et de possibles futures pandémies. Pour garantir la résilience dans les domaines de l'énergie, de l'alimentation, de l'éducation, de la santé et des

entreprises, il faut investir d'urgence, notamment pour s'assurer que les infrastructures puissent résister aux chocs. Des investissements sont nécessaires pour donner davantage accès à des services de qualité dans les secteurs de la santé et du numérique. La résilience requiert une diversification économique et l'atténuation des vulnérabilités dues à un niveau élevé de la dette et à la fragilité des systèmes financiers.

Les Africains aspirent à de meilleures conditions de travail, à des droits sociaux et à une amélioration de la santé et de la sécurité sur le lieu de travail. La santé est également une condition nécessaire au développement humain et les Africains méritent d'avoir accès à des soins de santé abordables ainsi qu'aux services liés à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène. En Afrique subsaharienne, seule la moitié environ de la population est desservie en électricité. Environ 600 millions d'habitants n'ont pas accès à l'électricité et 890 millions cuisinent avec des combustibles traditionnels. Afin d'atteindre leurs objectifs de développement économique et social, les Africains auront besoin de partenaires solides et d'investissements extérieurs pour soutenir leurs efforts visant à leur donner accès à une énergie moderne, fiable, durable et abordable. L'inclusion sociale et l'intégration des questions de genre conduisent à une croissance à long terme plus durable. Les Africains rechercheront des partenaires pour les accompagner sur la voie d'une croissance plus inclusive, en mettant l'accent sur les régions les moins développées et les moins intégrées, ainsi que sur le renforcement des liens au niveau continental (par exemple, en soutenant l'expansion des entreprises nord-africaines vers le sud).

Les Africains sont au début d'une nouvelle forme de contribution à l'économie mondiale qui sera porteuse de mutations. Cette publication raconte le rôle joué par la Banque européenne d'investissement pour soutenir ce formidable mouvement.



# L'Afrique et la BEI : l'histoire d'un partenariat

**La Banque européenne d'investissement a signé sa première opération de financement en Afrique en 1965, en Côte d'Ivoire. Depuis lors, la banque de l'UE a investi 59 milliards d'euros dans 52 pays africains, à l'appui de projets d'infrastructures, d'entreprises innovantes, d'aménagements dans le secteur des énergies renouvelables, ainsi que d'entités publiques et privées, des microentreprises aux plus grandes multinationales.**

Les partenariats sont plus importants que jamais en cette période de crise. Les défis auxquels nous sommes confrontés sont mondiaux. Peu importe la quantité d'énergie renouvelable qu'elle produira ou le nombre de véhicules qu'elle électrifiera sur son propre territoire, l'Europe n'échappera pas aux effets des changements climatiques si elle ne coopère pas au développement de sociétés durables du monde entier. S'il y a une leçon à tirer de la pandémie de COVID-19, c'est que personne ne sera vraiment en sécurité tant que tout le monde ne le sera pas. En tant que voisins immédiats de l'Afrique, nous savons que notre prospérité future, et nos destins mêmes, sont liés. Œuvrer main dans la main, voilà donc bien ce qu'il faut faire.

Les liens entre l'Union européenne et l'Afrique sont profonds et vastes. La Banque européenne d'investissement est un élément essentiel de la panoplie d'instruments de l'UE qui, depuis plusieurs décennies, contribue à renforcer le partenariat entre ces deux continents. Nous voulons maximiser notre potentiel en tant que banque de l'UE, afin de pouvoir nous associer à nos partenaires africains pour relever ensemble les grands défis d'aujourd'hui et saisir les possibilités qui s'offrent à nous.

Nous mettons en œuvre les politiques extérieures et de développement de l'UE qui visent à lutter contre le dérèglement climatique et à saisir les possibilités de prospérité induites par le développement, la réduction de la pauvreté et la sécurité en Afrique, objectifs auxquels nous contribuons grâce aux projets que nous menons sur le terrain. Sur l'ensemble du continent africain, nous œuvrons à l'éradication de la pauvreté, des inégalités et des vulnérabilités afin de ne laisser personne de côté et de ne manquer aucune opportunité sur le plan économique. Nous alignons nos efforts sur les évolutions positives que connaît l'Afrique, à savoir une forte croissance, une stabilité politique et une intégration accrues, une augmentation des investissements étrangers, ainsi que des besoins et des possibilités en matière d'investissement. Dans cet espace de développement concurrentiel, la Banque européenne d'investissement est la seule institution financière appartenant exclusivement à l'UE et, par conséquent, tenue par les traités de mettre en œuvre les normes et politiques de l'UE dans ses investissements en Afrique (lesquels se sont élevés à 5 milliards d'euros pour des projets signés au cours de la seule année 2020). Les neuf bureaux extérieurs de la BEI en Afrique sont situés au sein des délégations de l'UE et travaillent en étroite collaboration avec le Service européen pour l'action extérieure et la Commission européenne pour mettre en œuvre des programmes intégrés visant à assurer la sécurité et la prospérité partout en Afrique. Grâce à cette présence sur le terrain et en réponse aux attentes

des décideurs de l'UE dans le cadre de l'équipe d'Europe (*Team Europe*), nous avons atteint des niveaux de prêt records sur le continent en 2020 :

- près de 60 projets ont été signés, soit une hausse de 50 % par rapport à l'année précédente ;
- 71 % des financements que nous avons signés en Afrique subsaharienne en 2020 sont destinés à profiter à des États fragiles ou à des pays parmi les moins avancés.

Nous avons considérablement développé et affiné nos opérations en Afrique ces dernières années. Ces changements ont gagné une nouvelle dynamique à la suite des discussions menées entre les décideurs politiques de l'UE dans le contexte des négociations relatives à l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale (IVDCI/L'Europe dans le monde), ainsi que de la réflexion sur la manière de renforcer l'architecture financière européenne pour le développement. Par conséquent, nous avons réfléchi à la manière d'améliorer notre contribution à la réalisation des objectifs de l'Union européenne et de nos pays partenaires, pour qu'elle ait un impact et une efficacité encore plus importants en Afrique et dans le monde entier.

Au cœur de cette réflexion figure la proposition de perfectionner nos opérations en dehors de l'Union européenne afin d'améliorer la manière dont nous menons notre action extérieure et nos activités liées au développement, en étroite coopération avec la Commission européenne et le Service européen pour l'action extérieure, en particulier les délégations de l'UE sur le terrain. Cela se traduira par un impact plus important en matière de développement et répondra au besoin croissant de liens toujours plus forts entre l'Europe et l'Afrique, pour renforcer les relations économiques et commerciales entre les deux continents. Les défis auxquels ces continents sont confrontés ne nous font pas peur ; nous nous inspirons de la mission que nous a confiée l'Union européenne, qui consiste à mettre en œuvre l'action pour le climat et les objectifs de développement sur le terrain, et de notre rôle dans la réalisation des aspirations ambitieuses exprimées dans les stratégies de nos partenaires africains. Nous sommes déterminés à faire de ces ambitions une réalité.

Nous sommes en première ligne de l'initiative de l'équipe d'Europe qui vise à coordonner et à accélérer la transformation numérique des pays partenaires, à commencer par l'Afrique. Cette initiative s'inscrit dans l'ensemble plus large des relations et cadres stratégiques qui lient l'Europe et l'Afrique, tels que le programme des Nations unies à l'horizon 2030, qui sert de guide pour les deux continents, ainsi que l'agenda 2063 de l'Union africaine. L'agenda 2063 expose les aspirations de l'Afrique concernant sa croissance économique et son développement futurs. Il constitue le cadre stratégique du continent pour atteindre son objectif de développement inclusif et durable, ainsi qu'une manifestation concrète de la volonté panafricaine d'union, d'autodétermination, de liberté, de progrès et de prospérité collective. L'Union européenne appuie l'agenda 2063 de l'Union africaine. C'est ce qui ressort de la communication conjointe de la Commission européenne et du Service européen pour l'action extérieure de mars 2020 relative à une stratégie pour l'Afrique, qui a présenté les partenariats sur lesquels l'Union européenne souhaite que la stratégie se concentre, à savoir :

1. un partenariat pour une transition verte et l'accès à l'énergie ;
2. un partenariat pour la transformation numérique ;
3. un partenariat pour une croissance et des emplois durables ;
4. un partenariat pour la paix et la gouvernance ;
5. un partenariat en matière de migration et de mobilité.

Les opérations de la Banque européenne d'investissement en Afrique reflètent les aspirations de l'agenda 2063, du nouveau programme pour la Méditerranée et du nouvel accord de partenariat entre l'UE et les États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, pour lequel les négociations se sont achevées en avril. La Banque européenne d'investissement contribuera à la réalisation des objectifs du nouvel accord et aux priorités régionales spécifiques de l'Afrique, parmi lesquels une croissance et un développement économiques inclusifs et durables, le développement humain et social, l'environnement, la gestion des ressources naturelles et les changements climatiques. Cet accord servira de cadre juridique pour les activités de la BEI en Afrique.

Le présent document met en lumière **les avancées réalisées par la Banque européenne d'investissement dans la mise en œuvre des investissements de l'UE partout en Afrique** et montre comment, grâce à une structure appropriée et aux mandats que lui confie l'UE, **la BEI peut agir plus efficacement dans les années à venir**. Il rend compte du partenariat solide que la Banque européenne d'investissement a établi avec la Commission européenne, ainsi qu'avec l'ensemble des institutions européennes et internationales de financement du développement et d'autres parties prenantes, telles que le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), entre autres, pour produire un impact profond sur le terrain. Il en résulte des investissements durables dans l'emploi et la croissance qui contribuent à renforcer le partenariat UE-Afrique, à développer les infrastructures et les marchés des capitaux locaux et à soutenir l'acquisition de nouvelles compétences, tout en promouvant les intérêts de l'UE conformément à nos valeurs. Notre engagement à réaliser des investissements toujours plus efficaces se traduit également par de nouvelles idées ambitieuses pour relever les défis que représentent les changements climatiques, la création d'emplois, la santé et les contextes fragiles.

**Dans ce document, vous découvrirez :**

- notre rôle en tant que partie intégrante de la panoplie d'instruments de l'UE à l'appui de l'action extérieure et de la politique de développement ;
- notre position clé dans le financement du développement mondial en tant qu'investisseur dans une croissance inclusive, des économies résilientes et l'innovation ;
- nos objectifs et nos priorités en matière de la lutte contre la pauvreté, l'exclusion et les inégalités en Afrique ;
- nos engagements pour le climat en tant qu'investisseur dans la croissance verte mondiale.



# Comment nous œuvrons à la réalisation des priorités du partenariat Afrique-UE

## Protection de l'environnement et changements climatiques

La dégradation de l'environnement est souvent une cause et une conséquence de la pauvreté. La pauvreté ne reculera pas tant que l'environnement et les ressources naturelles dont dépendent les ménages pauvres pour assurer leur subsistance, leur emploi et leur revenu continueront de se détériorer. Mais la protection de l'environnement ne peut être assurée si les besoins des personnes vivant dans la pauvreté ne sont pas pris en considération. Les changements climatiques exacerbent cette dynamique, avec l'augmentation du nombre d'événements météorologiques soudains et extrêmes qu'ils entraînent. L'adaptation à leurs effets, tout comme la décarbonation, sont essentielles pour éviter de saper les bases du développement durable. La Banque européenne d'investissement est l'un des plus grands bailleurs de fonds multilatéraux de l'action pour le climat à l'échelle mondiale. Toutes ses opérations sont pleinement conformes aux principes et aux objectifs de l'accord de Paris.

## Économie numérique et télécommunications

L'accès aux technologies et aux services numériques offre la possibilité de bénéficier du progrès technologique, en particulier pour les jeunes. Dans les pays en développement, les technologies de l'information et de la communication (TIC) sont de puissants moteurs de croissance inclusive et de développement durable. Mais le manque de connectivité demeure un obstacle majeur au développement, notamment dans les zones rurales et reculées. Nous soutenons les solutions numériques dans des domaines tels que l'administration en ligne, l'agriculture, l'éducation, la gestion de l'eau, la santé, l'énergie, la banque en ligne et d'autres systèmes de paiement.

## Agriculture, chaîne de valeur agricole et sécurité alimentaire

Nous appuyons les projets liés à l'agriculture, à la foresterie et à la pêche, qui fournissent une alimentation nutritive, créent des emplois et soutiennent le développement rural tout en protégeant l'environnement. Ce secteur est lié à l'action pour le climat (de par les risques accrus associés aux catastrophes, telles que les sécheresses et les inondations) et à l'emploi (en raison des migrations motivées par la quête de perspectives). L'alimentation et l'agriculture offrent des solutions clés pour le développement et sont essentielles à l'élimination de la faim et de la pauvreté, le premier des objectifs de développement durable (ODD). Les investissements dans la chaîne de valeur agricole sont nécessaires pour diversifier les systèmes de production locaux

et régionaux, prévenir la malnutrition, augmenter la productivité et créer des emplois décents, sans nuire à l'environnement.

## Eau propre et assainissement

Les pénuries d'eau ou la mauvaise qualité de celle-ci et l'insuffisance des systèmes d'assainissement ont des incidences négatives sur la santé et la sécurité alimentaire, sur les choix de vie et sur les perspectives d'éducation des familles pauvres dans le monde entier. La sécheresse frappe certains des pays les plus pauvres de la planète, aggravant la faim et la malnutrition. L'accès à une eau propre est également une condition préalable à la croissance et à la productivité.

## Énergie propre et abordable

L'énergie est au cœur de presque toutes les grandes difficultés et possibilités qui se présentent dans les pays en développement ou émergents. Une électricité fiable est nécessaire pour l'industrialisation et le développement du secteur privé. Mais les mauvaises sources d'énergie sont préjudiciables à l'environnement et à la santé. Nous finançons des projets dans les domaines de la production d'énergies propres et renouvelables, du transport et de la distribution d'électricité, ainsi que de l'efficacité énergétique. Nous soutenons des solutions en réseau, hors réseau et en mini-réseau pour l'accès à l'énergie.

## Infrastructures

Que ce soit dans les domaines des transports, de l'irrigation, de l'énergie ou des technologies de l'information et de la communication, les investissements dans les infrastructures favorisent depuis longtemps l'augmentation de la productivité et l'amélioration des revenus. Nous appuyons des infrastructures résilientes qui sont adaptées aux changements climatiques et qui offrent des perspectives de croissance et d'investissements supplémentaires. Les infrastructures de transport jouent souvent un rôle clé dans l'essor du commerce. Elles facilitent les échanges et la croissance économiques, ainsi que l'intégration régionale.

## Industrialisation

Un développement industriel inclusif et durable est essentiel à la création d'emplois. C'est la principale source de revenus, qui permet une augmentation rapide et soutenue du niveau de vie. Nous sommes constamment à la recherche de projets à réaliser avec de grandes entreprises (locales ou internationales), de petites et moyennes entreprises (PME) (avec l'intervention d'intermédiaires) et de fonds de capital-investissement, ainsi que d'infrastructures pivots (zones et parcs industriels).

## Aménagement urbain

Les villes sont des plaques tournantes pour les idées, le commerce, la culture, la science, le développement social et la production. Mais leur croissance rapide représente également un défi pour les pays émergents et les pays en développement. Ces pays ont besoin d'investissements

importants pour assurer la croissance et un développement inclusif. Nous ciblons des projets qui font partie de plans urbains bien intégrés et qui font des villes des lieux riches de possibilités pour tous, garantissant à tout un chacun un accès aux services de base, à l'énergie, au traitement des déchets solides, au logement, à l'eau et à l'assainissement ainsi qu'aux transports durables.

## Secteur financier

Nous soutenons le secteur financier des pays émergents ou en développement pour renforcer la capacité locale d'accorder des prêts à l'appui de projets durables ou de projets mis en œuvre par des microentreprises, des PME et de grandes entreprises. Nous encourageons le développement de systèmes financiers régionaux, par exemple, en soutenant des groupes bancaires régionaux de plus en plus importants et, en particulier en Afrique subsaharienne, en collaborant avec des banques de développement locales et régionales. Étant donné les multiples besoins auxquels font face les pays en développement et les pays émergents, nous appuyons un large éventail d'acteurs dans ce secteur, notamment des banques, des sociétés de crédit-bail, des institutions de microfinance et des fonds de capital-investissement.





# Notre expérience en Afrique

**En tant que banque de l'Union européenne, la BEI soutient des investissements durables à l'intérieur comme à l'extérieur de l'UE. En sa qualité d'organe de l'UE, elle met en œuvre la politique de développement de l'Union conformément au mandat qui lui est conféré par le traité. En 2020, la moitié des 9,3 milliards d'euros d'investissements effectués en dehors de l'Union européenne a été consacrée à l'Afrique.**

La Banque européenne d'investissement est :

- un **catalyseur de financement fiable, capable de mobiliser et d'attirer d'autres sources de financement**. Nous offrons des solutions pour des investissements de qualité : panachage de ressources, appropriation locale et financements à long terme à des conditions avantageuses, entre autres ;
- un partenaire qui **partage ses connaissances** en mettant l'accent sur les besoins locaux, notamment par le développement des compétences et le transfert de technologie ;
- un **partenaire inclusif** qui favorise le dialogue et la collaboration entre divers partenaires et parties prenantes.

Nous disposons d'une vaste expertise dans les domaines, entre autres, de l'action pour le climat, des grands projets d'infrastructures privés et publics, de l'appui aux PME, de l'énergie, de la mobilité, de l'eau et de la santé.

Les efforts déployés visent essentiellement à assurer un impact à long terme sur le quotidien de la population grâce au développement durable. Cela passe par l'application de mesures de protection sociale et environnementale solides conformément à l'esprit de la législation de l'UE et des meilleures pratiques internationales, et la promotion de la durabilité sociale, de l'inclusion, de la création d'emplois, des avantages environnementaux, de la transparence et de la responsabilité. L'accent que nous mettons sur l'impact consiste également à soutenir les investissements qui attirent encore plus d'investissements, comme les infrastructures pivots, et à adopter une approche à long terme et durable de l'investissement et de son financement, reposant notamment sur l'appropriation locale et le développement des compétences.

Financer l'action pour le climat et les technologies qui soutiennent la transition verte est notre priorité. Nous avons tenu l'engagement qui consistait à accorder au moins 35 % de nos prêts en dehors de l'Europe à l'appui de projets relatifs à l'action pour le climat à l'horizon 2020. Notre objectif est d'atteindre une proportion d'au moins 50 % d'ici 2025.

Notre contribution au titre de la réponse de l'équipe d'Europe à la pandémie de COVID-19, pilotée par la Commission européenne, mobilise un maximum de 7,3 milliards d'euros d'engagements internationaux pour nos pays partenaires. Des partenariats de la sorte sont indispensables pour répondre à un tel enjeu mondial et le modèle de l'équipe d'Europe constitue à présent le socle fondateur de la plupart de nos actions, même au-delà des investissements en lien avec la pandémie. En 2020, nous avons rapidement accru notre soutien à l'Afrique face à la pandémie et optimisé notre impact pour lutter contre les conséquences sanitaires et économiques, en travaillant en étroite collaboration avec nos partenaires dans le cadre de l'équipe d'Europe. S'agissant de l'Afrique, notre contribution dans le cadre de l'équipe d'Europe s'est concentrée sur le renforcement de la résilience sanitaire et économique, y compris les investissements dans l'économie verte et l'emploi durable, la transformation agricole durable et inclusive, une reprise verte et numérique intelligente, la stabilité et le développement des entreprises, l'énergie et la gouvernance économique. En partenariat avec l'Organisation mondiale de la santé et GAVI, l'Alliance du vaccin, nous avons investi un montant initial de 400 millions d'euros dans l'instrument de financement innovant

COVAX, qui permet aux pays les plus pauvres d'accéder à des doses de vaccins anti-COVID-19 financées par des donateurs. En 2021, nous avons porté ce financement à 600 millions d'euros.

Nous mobilisons systématiquement d'autres institutions financières publiques et privées. Nous réduisons le coût des investissements stratégiques en Afrique de par notre structure de capital efficace, qui permet de disposer de conditions de financement avantageuses grâce à nos émissions obligataires. Nous disposons, pour le secteur privé, d'une offre exhaustive de produits, comprenant des financements à long terme ciblés, des opérations visant à réduire les risques, des instruments des marchés des capitaux et des prêts combinés avec des fonds de la Commission européenne, afin de rendre nos investissements plus efficaces.

La Banque européenne d'investissement joue un rôle clé dans le renforcement de la résilience en Afrique. Son initiative Résilience économique en Afrique du Nord et le paquet « migration » de la Facilité d'investissement ACP ont aidé les pays à saisir les possibilités offertes par les nouvelles technologies, les accords commerciaux et les gains de productivité. Nous savons qu'avec des structures financières adéquates et des mandats appropriés confiés par les pays, l'Union européenne et d'autres donateurs, nous pouvons faire encore plus pour la création d'emplois et une croissance économique durable et inclusive.

## Changements climatiques

L'Afrique sera la partie du monde la plus touchée par les changements climatiques, bien que ce soit celle qui contribue le moins au problème. Le continent fait face à une menace accrue du fait de conditions météorologiques extrêmes – comme les tempêtes tropicales, les crues, l'élévation du niveau de la mer, l'érosion du sable et les sécheresses à long terme – qui influent sur les rendements agricoles, la sécurité alimentaire et hydrique, les écosystèmes, les moyens de subsistance, la santé, les infrastructures et les migrations. Par leurs effets néfastes sur les ressources vitales et la concurrence accrue qu'ils entraînent pour les ressources naturelles, les changements climatiques risquent d'accroître la pauvreté, les inégalités et le chômage. Si l'on ne s'attaque pas à ce problème, les tensions politiques, sociales, ethniques et religieuses pourraient encore s'aggraver alors que de plus en plus de communautés luttent pour accéder à ces ressources.

Nos investissements concourent à la construction d'infrastructures qui atténuent les effets des changements climatiques et permettent aux populations d'Afrique de s'adapter à leurs retombées inévitables sur leur vie. Ainsi, des antennes-relais de téléphonie mobile alimentées à l'énergie solaire, comme celles financées en Guinée grâce à notre prêt de 30 millions de dollars, permettent d'étendre le réseau et, parallèlement, de cesser l'alimentation électrique au diesel.

Nous sommes favorables à une approche inclusive de la transition à faible intensité de carbone en Afrique. Nous contribuons à accroître la résilience des communautés et des entreprises les plus touchées par les changements climatiques, en veillant à ce que personne ne soit laissé pour compte. L'un de nos projets en Gambie, réalisé en partenariat avec la Commission européenne, en est une bonne illustration. Ce projet consiste en une grande centrale solaire, des améliorations apportées au réseau de transport d'électricité et – parce qu'il faudra du temps pour acheminer l'électricité vers l'ensemble de la population – l'installation de panneaux solaires dans toutes les écoles rurales et tous les dispensaires ruraux du pays.

Les changements climatiques et les conflits sont les principales raisons à l'origine des déplacements forcés. Sur 33,4 millions de déplacements nouveaux en 2019, 23,9 millions étaient liés aux conditions météorologiques et 8,5 millions à des situations de conflit et de violence. À long terme, les changements climatiques risquent de devenir la première cause des migrations et des déplacements forcés. Selon certaines prévisions, d'ici 2050, ils pourraient entraîner le déplacement forcé de 200 millions de personnes. Ce chiffre s'entend sans compter les 150 millions de migrants climatiques qui devraient se déplacer à l'intérieur des frontières de leur pays, des campagnes vers les villes, d'ici à cette même date.

Reconnaissant qu'il est urgent, en Afrique, de s'attaquer aux changements climatiques tout en faisant concorder la croissance urbaine et l'augmentation des possibilités économiques afin de limiter les risques d'accroissement des inégalités et des troubles sociaux, la BEI soutient :

- des projets d'adaptation au climat qui renforcent la résilience des communautés vulnérables ;
- un développement urbain ciblé et les infrastructures sociales dans les régions susceptibles de voir arriver un grand nombre de migrants climatiques quittant les zones rurales pour les zones urbaines ou de personnes déplacées à l'intérieur de leur pays. Investir dans une croissance et une résilience urbaines inclusives présente un potentiel d'impact élevé ;
- l'inclusion financière et les investissements du secteur privé visant à soutenir la création d'emplois et l'accès aux financements pour ceux dont les moyens de subsistance sont les plus précaires ou les plus menacés. Cela comprend la création d'emplois grâce au financement des PME.

Les aspects transversaux sont les suivants :

- les contributions aux résultats et impacts sociaux – inclusion sociale, égalité entre les sexes et prévention de l'exclusion sociale, de la privation des droits, des violences et des conflits ;
- les normes environnementales et sociales de la BEI, qui visent à garantir le maintien et la protection des droits humains des groupes vulnérables, tels que les travailleurs migrants, grâce aux investissements de la Banque. Ces dernières années, nous avons mis en place avec succès notre contribution à la résilience à long terme, fil conducteur de nos interventions en Afrique et dans les régions voisines. Notre approche à l'égard de la sensibilité aux conflits, notre stratégie en matière d'égalité des sexes et d'autonomisation économique des femmes, parallèlement à une solide expertise en matière de climat et de développement social, font de la Banque européenne d'investissement un acteur crédible apte à contribuer à la résilience à long terme.

Notre activité dans le secteur de l'eau est cruciale pour nous permettre d'assurer notre rôle central dans l'action pour le climat partout dans le monde. Au cours de la période de programmation 2014-2020, nos prêts dans le secteur de l'eau à l'extérieur de l'Union européenne se sont élevés à près de 5 milliards d'euros, soit environ 23 % de l'ensemble de nos investissements dans ce secteur. Sur ce montant, 2,1 milliards d'euros ont été accordés en Afrique. Mais l'eau n'est pas seulement un secteur que nous finançons massivement. Ce secteur met en lumière notre position unique en tant que banque opérant dans les pays développés et les pays en développement, ainsi que notre capacité de coopérer pour mener à bien d'importantes initiatives mondiales. Les projets dans le domaine de l'eau bénéficient grandement, par exemple, de transferts de connaissances – l'expertise acquise dans le cadre de projets de pointe réalisés dans le secteur de l'eau en Europe est ainsi appliquée de manière innovante à des programmes africains. Dans le cadre de l'initiative Clean Oceans, nous travaillons en collaboration avec la KfW, l'Agence française de développement, Cassa Depositi e Prestiti et l'Instituto de Crédito Oficial pour réduire les rejets de plastiques dans les océans. Nous nous sommes engagés à investir, sur la période 2019-2023, 2,5 milliards d'euros dans des projets relatifs aux océans afin de soutenir le développement et la protection durables des côtes, la production durable de produits de la mer, la navigation verte et les biotechnologies bleues. Nous avons également repris notre rôle de pionnier sur le marché des obligations vertes avec le lancement, au cours des deux dernières années, d'émissions obligataires pour le développement durable, dont le produit est destiné à financer des projets à fort impact, y compris dans le secteur de l'eau.

## Résilience

En 2016, nous avons lancé une initiative phare en faveur de la résilience économique dans les Balkans occidentaux et les pays du voisinage méridional de l'Europe (Afrique du Nord et Moyen-Orient).

Nous avons considérablement augmenté nos financements dans ces régions, ajoutant 6 milliards d'euros aux 7,5 milliards d'euros initialement prévus pour la période de quatre ans s'étendant jusqu'en 2020. Ces financements attireront in fine 35 milliards d'euros de nouveaux investissements destinés à promouvoir les secteurs de l'éducation, de l'énergie, des infrastructures et du financement des petites entreprises. Cette initiative vise à apporter une assistance technique et des services de conseil dans le cadre de la préparation et de la mise en œuvre des projets. Elle nous permet de fournir des prêts et des aides non remboursables au secteur public afin de renforcer la résilience. Dans le cadre de cette initiative, 60 projets ont été approuvés pour un financement total de 5,83 milliards d'euros.

Parmi les principaux impacts de notre initiative Résilience économique figurent :

- des prêts accordés à 11 363 petites entreprises et entreprises de taille intermédiaire (ETI) par le canal de banques partenaires, qui ont permis le maintien de plus de 218 200 emplois ;
- environ 8 806 nouveaux emplois permanents et 223 270 postes pendant les travaux de construction ;
- une eau plus salubre pour 4,5 millions de personnes et un assainissement de meilleure qualité pour 6,5 millions de personnes supplémentaires ;
- de meilleurs transports urbains et ferroviaires pour 420 000 voyageurs quotidiens ;
- 6 600 nouvelles places pour les étudiants dans l'enseignement supérieur.

Nous avons également intensifié nos activités afin d'améliorer les perspectives économiques et l'accès aux services sociaux en Afrique subsaharienne. Lancé en 2016, le paquet « migration » de la Facilité d'investissement ACP, doté de 800 millions d'euros, propose de financer les secteurs public et privé, en privilégiant la résilience.

## Sensibilité aux conflits

Nous sommes à la recherche de nouvelles manières de venir en aide aux pays d'Afrique pour régler les conflits et les situations d'extrême fragilité. En 2020, nous avons relevé la part des opérations de plus petite taille, à plus fort impact et plus risquées, conduites dans les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique. Elles représentent dorénavant 76 % de nos financements, avec un volume total supérieur à 1,7 milliard d'euros à destination des zones fragiles ou touchées par des conflits. Dans les pays du voisinage oriental et méridional de l'Union européenne, les signatures intervenues en 2020 dans la même catégorie de pays se sont élevées à 3,8 milliards d'euros, représentant 82 % du total. Depuis 2015, notre approche opérationnelle de la sensibilité aux conflits a favorisé l'investissement responsable dans les situations de fragilité ou de conflit. Pour nos activités en Afrique, cette approche vise à contribuer à la réalisation des objectifs d'action extérieure de l'Union européenne, y compris la promotion de la paix et de la stabilité. À tout le moins, nous nous engageons à ne pas aggraver un conflit lorsque nous intervenons dans des environnements sujets aux conflits ou touchés par un conflit. Dans la mesure du possible, au moyen de nos investissements, nous essayons également de contribuer à la prévention des conflits et aux efforts de reconstruction et de consolidation de la paix.

Tout comme les changements climatiques, la pandémie de COVID-19 a provoqué un choc systémique mondial et multiplié les menaces. Elle pourrait avoir des répercussions sur la dynamique des conflits et compromettre les avancées, même modestes, sur le plan des objectifs de développement durable. L'Afrique subsaharienne présente les niveaux les plus élevés de fragilité globale, économique et environnementale parmi toutes les régions du monde. La fragilité demeurera une priorité pour le soutien apporté par la BEI au continent.

Nous avons pris un certain nombre de mesures proactives pour démontrer notre engagement institutionnel à prendre en compte les conflits dans le cadre de nos investissements :

**Renforcement des capacités du personnel :** nous avons mis au point des outils et des programmes de formation pour la prise en compte des conflits à l'intention du personnel travaillant dans des États fragiles ou touchés par un conflit. Un service d'assistance pour la prise en compte des conflits a été mis en place, qui fournit des analyses et des recommandations spécifiques relatives aux conflits pour les opérations concernées.

**Établissement et mise à profit de partenariats :** nous coopérons avec le Service européen pour l'action extérieure et la Commission européenne en partageant nos connaissances et en organisant des formations conjointes pour le personnel. Nous travaillons en étroite collaboration avec d'autres institutions financières internationales sur le cofinancement ou le financement parallèle, par l'échange de connaissances et la participation au groupe de travail des banques multilatérales de développement sur la fragilité, les conflits et la violence. Nous avons signé des protocoles d'accord avec des agences des Nations unies telles que le PNUD et le Bureau des Nations unies pour les services d'appui aux projets afin de travailler ensemble dans des situations de crise et d'après-crise. Un partenariat a été mis en place avec deux organisations non gouvernementales spécialisées, Saferworld et Swisspeace, qui collaborent avec des réseaux internationaux et locaux sur les questions liées aux conflits.

**Approfondissement des connaissances et enseignements tirés de l'expérience :** nous étudions les liens entre les conflits et la fragilité, l'égalité des sexes, les changements climatiques et les déplacements forcés à l'aide d'analyses et d'approches opérationnelles. Nous avons également élaboré des orientations spécifiques sur les risques liés au COVID-19 pour soutenir les bénéficiaires de nos financements qui opèrent dans des États fragiles ou touchés par un conflit.

L'accroissement de l'impact dans les **pays les moins avancés** et dans des **zones fragiles ou touchées par un conflit** est un élément clé des délibérations sur l'architecture financière européenne pour le développement. Nous accordons une attention particulière aux pays les moins avancés et aux situations de fragilité par des investissements à l'appui des secteurs public et privé, afin de renforcer l'alignement de nos politiques sur l'action extérieure de l'UE. Nous nous employons à remédier aux effets des déplacements forcés et des migrations, en particulier en Afrique du Nord, carrefour des migrations.

En tant que l'une des régions les plus fragiles d'Afrique, le Sahel est une priorité pour l'Union européenne. Nous mettons au point diverses initiatives pour aider cette région, qui est exposée au risque de dégradation des terres en raison des changements climatiques, de la surexploitation agricole et de pratiques de gestion des terres non durables. Nous participons au programme **Desert to Power**, sous la direction de la Banque africaine de développement. Cette initiative vise à accroître l'approvisionnement en électricité de 11 pays de la région du Sahel grâce à des programmes portant sur les énergies renouvelables, principalement l'énergie solaire. Nous avons apporté notre soutien à l'initiative de la **Grande Muraille verte** lors du sommet One Planet qui s'est tenu en janvier 2021. À cette occasion, le président de la BEI, Werner Hoyer, s'est engagé à mobiliser 1 milliard d'euros sous la forme de financements et d'assistance technique pour la restauration de jusqu'à 100 millions d'hectares de terres actuellement dégradées et la séquestration de 250 millions de tonnes de carbone. Nous participons également à l'**Alliance Sahel**, une plateforme de coopération pour l'ensemble des banques de développement multilatérales et agences de développement nationales intervenant dans la région. Dans le cadre de l'**équipe d'Europe**, nous dirigeons, aux côtés de la Commission européenne, l'un des volets de l'Alliance Sahel, concernant le secteur privé dans la région, en partageant des connaissances sur les initiatives ainsi que sur les modèles et les enveloppes de financement. Toutes ces interventions ont pour but d'optimiser l'immense capital naturel de l'Afrique, dotée d'une biodiversité et d'écosystèmes uniques, afin de créer des possibilités de développement social et économique, tout en contribuant à l'atténuation des changements climatiques et à l'adaptation à leurs effets.

## COVID-19

Comme nous le faisons avec notre filet de sécurité européen pour les petites entreprises, nous visons à soutenir les flux de biens et de services au sein des économies d'Afrique, ainsi que les systèmes de santé des pays du continent. Nous avons accéléré les décaissements sur des prêts existants et redéfini les priorités pour d'autres, de sorte que les fonds mis à disposition puissent avoir un impact plus grand sur l'état d'urgence. Nous avons mis l'accent sur les investissements « pivots » – ceux qui servent de catalyseur pour d'autres investissements, notamment des investissements dans le numérique et les réseaux énergétiques – afin de réduire les effets de la crise et promouvoir le développement du secteur privé et la croissance économique.

Nos connaissances spécialisées constituent un atout important dans le secteur de la santé et ont prouvé leur pertinence durant la pandémie. Nous nous sommes associés à l'initiative COVAX, en investissant 600 millions d'euros dans cet instrument de financement innovant qui permet aux pays les plus pauvres d'accéder à des doses de vaccins anti-COVID-19 financées par les donateurs. Notre investissement a été effectué en combinaison avec l'aide non remboursable de 100 millions d'euros apportée par la Commission européenne.

Nous avons adapté notre réponse à la crise du COVID-19 aux besoins de chaque pays africain. En l'espace de quelques semaines à compter du début du confinement, nous avons signé un prêt de 200 millions d'euros en faveur du Maroc (qui pourrait atteindre 280 millions d'euros), destiné à régler les dépenses du pays en matériels, fournitures et équipements médicaux. Ce prêt assorti de conditions souples permet au Maroc d'utiliser les fonds pour régler tout type d'achats de produits sanitaires en lien avec la pandémie de COVID-19. Le financement peut également couvrir jusqu'à 90 % du coût du projet, un taux supérieur au plafond habituel de 50 %. Les fonds sont parvenus au Maroc en un temps record, une première enveloppe de 100 millions d'euros ayant été décaissée en l'espace d'un mois.

Bien sûr, la pandémie de COVID-19 n'est pas la seule menace sanitaire qui pèse sur l'Afrique. C'est pourquoi nous finançons également une campagne visant à rendre le vaccin contre la tuberculose plus sûr et plus efficace pour les pays en développement. Nous avons aussi signé un accord de 50 millions d'euros avec la Fondation KENUP pour réduire la dépendance de l'Afrique vis-à-vis des importations de médicaments et nous avons procédé à d'autres investissements pour renforcer la capacité du continent à produire localement des produits pharmaceutiques.

## Priorité spéciale aux femmes et aux filles

L'inégalité entre les hommes et les femmes demeure une dure réalité dans le monde et l'Afrique ne fait pas exception. Elle ralentit le processus global de développement et de croissance dans des pays et dans des régions entières. Nous savons que lorsque les femmes et les filles sont en mesure d'exploiter pleinement leur potentiel, leur contribution économique est importante. Selon certaines études, la promotion de l'égalité des femmes pourrait ajouter 12 000 milliards de dollars à la croissance mondiale. Nos investissements contribuent à l'égalité des sexes et au développement économique des femmes de trois façons principales.

- Nous protégeons les droits des femmes et des filles touchées par nos projets, en appliquant nos normes environnementales et sociales et en mettant plus particulièrement l'accent sur le repérage et l'atténuation de tout risque de violences et de harcèlement de nature sexiste.
- Nous renforçons l'impact de nos projets sur l'égalité des sexes et nous nous efforçons de garantir que les femmes et les filles aient un accès équitable aux avantages générés par nos opérations. Cela passe par la définition de caractéristiques particulières au niveau de la conception des projets, le recours à des analyses sexospécifiques et à des méthodes fiables de mesure des résultats, ainsi que par des choix d'investissement axés sur des projets susceptibles d'avoir un impact positif en matière d'égalité des sexes (par exemple, l'accès à une eau potable sûre).

- Nous élargissons les perspectives économiques des femmes et leur accès aux financements, en cherchant spécifiquement à soutenir l'entrepreneuriat féminin et l'accès des femmes au marché par le biais du financement des PME, à l'instar de nos programmes pour les groupes vulnérables mis en œuvre au Maroc.

En 2019, la Banque européenne d'investissement a été la première banque multilatérale de développement à rejoindre le Défi 2X, une initiative reconnue dans le secteur qui fait figure de norme pour le recensement des investissements concourant à renforcer l'égalité entre les sexes. Les critères du Défi 2X sont approuvés par les institutions de financement du développement du G7, et l'Afrique est une région cible clé pour les investisseurs au titre de cette initiative. Parallèlement, nous avons lancé ShelInvest, notre propre initiative visant à mobiliser 1 milliard d'euros d'investissements en faveur de l'égalité des sexes en Afrique (porté à 2 milliards d'euros en 2021). Le premier prêt au titre de ShelInvest, d'un montant de 15 millions d'euros, a été accordé à la Banque ougandaise de développement pour soutenir des entreprises détenues ou dirigées par des femmes.

## Transformation numérique

Les solutions numériques ont des incidences considérables sur la plupart des aspects de l'économie moderne. Ces solutions facilitent en effet l'atténuation des changements climatiques dans d'autres secteurs (énergie, transport, bâtiments et agriculture par exemple) au moyen de technologies intelligentes et efficaces ou de services rendus possibles par les TIC. Les technologies numériques jouent aussi un puissant rôle de catalyseur qui favorise l'autonomisation économique des femmes et des filles ainsi que leur participation active aux sphères économiques, sociales et politiques. Elles agissent également en faveur de la réduction des inégalités. Nous n'avons cessé d'accroître notre activité dans l'économie numérique de l'Afrique, en œuvrant à la promotion des objectifs stratégiques européens sur l'ensemble du continent. Au cours des cinq dernières années, nos prêts à l'appui de l'économie numérique ont mobilisé 2,5 milliards d'euros d'investissements en Afrique. Ces financements ont largement soutenu les entreprises du secteur privé (70 % du total) opérant dans les domaines des infrastructures et des solutions numériques innovantes. Nos prêts en faveur de l'économie numérique sont de plus en plus souvent combinés à des services de conseils techniques.

La transformation numérique à long terme des économies et des sociétés africaines est profonde. Un soutien et un financement sont nécessaires pour assurer une transition inclusive et une large diffusion des avantages économiques et sociaux. Grâce à des investissements dans les technologies numériques qui profitent à tous les secteurs de l'économie et de la société, l'Afrique peut être mieux armée pour absorber les chocs économiques tels que celui causé par la pandémie de COVID-19, acquérir une résilience accrue et générer une croissance économique significative. Compte tenu de l'importance croissante du secteur numérique dans la réponse immédiate apportée à la pandémie de COVID-19, nous constatons la nécessité de renforcer encore davantage notre travail dans ce secteur.

Il est essentiel de soutenir l'économie numérique pour stimuler l'innovation et les services technologiques et pour renforcer la productivité. **La BEI affiche un encours sur le secteur numérique en Afrique plus élevé que toute autre institution financière internationale.** Entre 2015 et 2020, nous avons signé des contrats de financement pour un montant total de plus de 12,3 milliards d'euros à l'appui de projets de connectivité numérique (haut débit), ce qui représente un volume de prêt annuel moyen d'environ 2,4 milliards d'euros.

## COVID-19 et transformation numérique

Au cours de l'été 2020, nous avons réalisé une étude avec le PNUD afin d'évaluer les investissements dans les infrastructures numériques nécessaires pour apporter une réponse immédiate à la crise liée au COVID-19 en Afrique. Les outils présentés dans cette étude sont des exemples d'investissements qui sauvent des vies et accroissent la résilience, et nous les financerons tous en collaboration avec nos partenaires. L'enquête menée a permis de passer en revue plus de 100 solutions numériques pour l'Europe et l'Afrique, et d'interroger



50 responsables de la coordination des investissements numériques en rapport avec la pandémie de COVID-19, dans 30 pays d'Afrique. Notre étude met en lumière la manière dont les technologies numériques peuvent apporter des solutions immédiates pour enrayer la propagation du coronavirus, examine la capacité à déployer des solutions pour contrer la pandémie de COVID-19 sur les plans de l'offre et de la demande, évalue la pénétration sur le marché des acteurs locaux et estime les besoins d'investissements quantitatifs sur l'ensemble du continent au cours de l'année à venir.

## Comprendre les contextes locaux et garantir un impact

Nous évaluons les besoins et les contraintes en matière d'investissement dans les pays dans lesquels nous intervenons, en mettant l'accent sur des domaines thématiques qui revêtent un intérêt stratégique, tels que les changements climatiques, les infrastructures, l'accès aux financements, l'innovation et l'inclusion. Nous collaborons également avec nos partenaires pour favoriser un partage des connaissances permettant d'approfondir notre compréhension. Avec d'autres institutions de financement du développement, nous avons créé un groupe de travail chargé des études diagnostiques par pays afin d'échanger nos points de vue et notre expérience en matière d'élaboration d'études diagnostiques par pays et d'établir une collaboration interinstitutionnelle.

Notre analyse des contextes nationaux et des besoins qui existent dans des secteurs particuliers est essentielle pour définir notre **orientation stratégique et opérationnelle**. Notre rapport périodique sur le secteur bancaire en Afrique analyse les systèmes bancaires, le secteur de la microfinance et les apports de capital-investissement sur l'ensemble du continent, faisant la lumière sur la manière dont le secteur financier peut contribuer à mobiliser des ressources pour les investissements du secteur privé. Notre analyse s'appuie sur les partenariats mis en place avec d'autres institutions et sur une enquête unique menée auprès de banques africaines pour recueillir des informations sur leurs possibilités et leurs contraintes. En partenariat avec la Banque mondiale et la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, nous avons également lancé des enquêtes sur les entreprises en Afrique du Nord. Les informations recueillies viennent étayer notre recherche fondée sur des données probantes qui vise à cerner les contraintes et les possibilités concernant la promotion du développement du secteur privé dans les économies de la région.

**Mesurer notre impact** est essentiel pour assurer l'efficacité de notre contribution à un développement durable et inclusif. Pour ce faire, nous utilisons une combinaison de trois méthodes. À l'aide de notre système de mesure des résultats, nous suivons les retombées directes des investissements que nous soutenons et les résultats plus larges auxquels ils contribuent. Nous recourons à la modélisation macroéconomique pour étudier les incidences économiques indirectes plus générales de nos prêts, par exemple sur la création d'emplois. Afin de mieux comprendre l'impact de certains projets et instruments, la BEI investit également dans des recherches plus ciblées et plus approfondies. En partenariat avec le Global Development Network, nous aidons de jeunes chercheurs talentueux d'Éthiopie, du Rwanda, du Sénégal, du Mali, du Cameroun, du Ghana, du Nigeria, du Kenya et de Gambie à réaliser des études portant sur les incidences des investissements d'impact dans le secteur privé. Les conseillers experts ont joué un rôle important en veillant à la rigueur des études menées et à l'utilisation de méthodes de pointe, ainsi qu'en contribuant au développement des compétences des chercheurs de la région. Les études ont porté sur l'impact des projets financés par la BEI, matérialisé par la fourniture d'un accès internet gratuit dans les écoles kényanes, des services de santé maternelle et infantile fournis par une petite entreprise au Sénégal ou encore des microfinancements au service de la réussite économique et de l'autonomisation des femmes.



# Instruments

Les besoins de financement diffèrent d'un pays africain à l'autre, de sorte que la Banque européenne d'investissement adapte sa gamme d'instruments aux besoins locaux, sur la base des discussions menées avec les partenaires locaux, des politiques de l'UE pour les régions concernées et de l'assistance technique apportée par la BEI au stade de la préparation des projets. Nombre de ses instruments reposent sur le « panachage de ressources », c'est-à-dire qu'ils comprennent un prêt de la BEI combiné à une aide non remboursable. Les aides non remboursables revêtent une importance cruciale, en particulier dans des zones touchées par des conflits, des régions fragiles ou des situations où les investissements comportent un risque accru. Ces aides proviennent de l'Union européenne, de pays de l'UE ou d'autres parties. Le panachage de ressources crée une discipline financière et contribue au développement des compétences dans les pays cibles. Nous mobilisons des aides non remboursables pour l'assistance technique ou des subventions à l'investissement en vue de les associer à nos prêts. Nous avons recours à un certain nombre de produits financiers et de structures de couverture des premières pertes pour réduire les risques réels et perçus et soutenir les entreprises privées qui peinent à obtenir des financements dans des situations fragiles.

Avec des lignes de crédit et des garanties de portefeuille partielles qui renforcent la capacité des banques africaines à accorder des prêts à l'appui de leur économie locale, nous comblons les lacunes en matière de financements à moyen et à long terme. Nous permettons aux banques intermédiaires de prêter à des entreprises qui présentent des risques plus élevés. Il s'agit là d'un avantage crucial pour les PME et les ETI, dans un secteur bancaire qui repose largement sur des prêts couverts par des sûretés.

Nous travaillons en étroite collaboration avec d'autres institutions financières sur des projets particuliers. Mais nous savons que les fonds publics ne suffiront pas. **Nos investissements encouragent le secteur privé à effectuer des investissements plus durables en Afrique.** Le secteur privé mobilise des ressources pour les entreprises, mais, si elle est bien gérée, cette mobilisation se traduira également par un meilleur développement, plus d'emplois et davantage d'innovation et d'efficacité. En outre, le secteur privé est essentiel pour répondre aux énormes besoins de financement à long terme liés aux projets d'infrastructures en Afrique. Par son travail, la BEI apporte aux investisseurs privés l'assurance dont ils ont besoin pour s'engager, car elle améliore les normes environnementales, sociales et de gouvernance, accroît l'intégrité et la transparence, fournit des financements à des conditions raisonnables qui ne sont pas disponibles sur le marché, améliore la conception et l'élaboration des projets et réduit les risques.

## Assistance technique

Nous offrons un large éventail de services de conseil et d'assistance technique à toutes les étapes du cycle des projets et au-delà, afin de rendre les projets d'investissement bancables et d'assurer leur mise en œuvre durable. Les services de conseil les plus courants concernent la réalisation d'études de marché et de secteur destinées à aider les entreprises à comprendre les besoins de divers secteurs et régions, la définition de plans d'activité et de stratégies, l'atténuation des

risques et le développement des compétences. Au niveau local, les programmes d'assistance technique que nous menons avec nos intermédiaires financiers permettent de développer les compétences des banques partenaires locales et de leurs clients, ce qui, partant, renforce les capacités de service de la dette des petites entreprises et des microentreprises. Par voie de conséquence, la résilience des banques s'en trouve également améliorée.

Nous fournissons actuellement une assistance technique dans la phase préliminaire de projets dans le domaine de l'économie numérique, par exemple, à la Mauritanie (connectivité internationale sous-marine), au Congo (systèmes d'information de l'État, centre national de données, réseaux de transmission), au Tchad (systèmes d'information de l'État, réseaux de transmission, expansion du réseau dans les zones rurales) et à Cabo Verde (révision réglementaire de l'accès aux réseaux de transmission).

L'un des obstacles au développement dans de nombreux pays africains est le manque de savoir-faire technique des pouvoirs publics et des institutions financières. C'est pourquoi nous avons mis sur pied un partenariat pour le renforcement des capacités avec le Fonds monétaire international, afin de former les fonctionnaires et les professionnels du secteur financier. Nous avons préparé un nouveau cours en ligne qui s'appuie sur l'expertise du FMI en matière de politiques macroéconomiques et financières, ainsi que sur le savoir-faire de la BEI en matière de produits, de services et de méthodologies de gestion des risques auxquels les intermédiaires financiers peuvent recourir pour améliorer l'inclusion financière. Cette formation vise à renforcer la capacité des participants à assurer la stabilité financière et à répondre aux besoins de financement des entreprises du secteur privé, en particulier des microentreprises et des petites entreprises. Depuis son lancement en 2019, plus de 500 participants invités par la BEI et issus de plus de 20 pays en ont bénéficié.

## Capital-risque

La Banque européenne d'investissement est à l'avant-garde du marché africain du capital-risque technologique. Elle est l'investisseur de référence dans des fonds tels que TLcom Tide Africa, Partech Africa et AfricInvest Venture Capital, qui ont réussi à attirer des investisseurs privés ainsi que des investisseurs publics œuvrant au développement. Dans le domaine du capital-risque, notre engagement est souvent crucial pour mener à bien la première levée de fonds ou atteindre la taille cible, de sorte que l'équipe d'investissement puisse poursuivre la stratégie envisagée. Le soutien d'un dispositif tel que l'initiative Boost Africa de la BEI accroît la capacité de réduction des risques associés aux investissements dans les technologies.

# Nos projets pour l'avenir

**Nous entendons optimiser notre potentiel afin de mettre en œuvre les investissements de l'UE qui appuient un meilleur avenir pour l'Afrique, en introduisant une série de nouvelles étapes dans notre manière d'organiser nos opérations, d'être à l'écoute des buts et des aspirations de nos partenaires africains et d'œuvrer à la réalisation de leurs demandes.**

## Optimiser l'impact avec une structure spéciale consacrée au développement

Nous proposons de réunir toutes les activités de la BEI menées hors de l'Union européenne dans une structure organisationnelle spécialisée au sein du Groupe BEI. Ce regroupement permettra d'optimiser notre impact en matière de développement au titre de l'équipe d'Europe. En exploitant toute une panoplie de ressources dans un cadre commun, nous créerons un partenaire de l'UE œuvrant exclusivement au financement des priorités essentielles de l'Union européenne et de ses pays partenaires – dont le climat, la santé, les migrations, la transformation numérique et le soutien aux règles et normes européennes –, tout en continuant à générer des synergies avec nos opérations au-delà de l'Union européenne.

Voici quelques-unes des principales caractéristiques de la structure proposée :

- elle créera une distinction plus nette entre nos activités à l'intérieur et à l'extérieur de l'Union européenne et permettra au Groupe BEI de répondre aux besoins spécifiques de ses partenaires ;
- ses activités s'inscriront dans le cadre des enjeux en matière de développement à long terme actuellement décrits par les ODD, y compris les questions liées au climat, mais elle sera également capable de réagir aux chocs et aux défis immédiats tels que la pandémie de COVID-19 ;
- les États membres, la Commission européenne et le Service européen pour l'action extérieure seront invités à y associer leurs experts du développement pour fournir des conseils en matière d'impact sur le développement et garantir l'alignement des politiques ;
- elle vise à renforcer encore la réalisation des objectifs de l'UE par le Groupe BEI, en particulier lorsque la BEI peut travailler de concert avec d'autres institutions de financement du développement et des banques multilatérales de développement, par exemple dans le cadre de l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale, appelé également « L'Europe dans le monde ».

## Impact par la proximité : création de pôles régionaux

Dans l'élaboration et l'exécution des projets, l'impact sur le développement est sensiblement renforcé par une proximité de plus en plus étroite avec nos partenaires. Actuellement, la BEI compte neuf bureaux en Afrique, situés pour la plupart au sein des délégations de l'UE. Nous étudions désormais les possibilités d'augmenter la présence de nos effectifs sur le terrain en Afrique de manière à pouvoir prêter une oreille active et attentive aux besoins de nos partenaires. C'est un moyen de doper notre capacité à générer de nouveaux projets par l'établissement de contacts formels et informels au sein du monde des entreprises ainsi qu'avec les administrations locales.

En retour, nous pourrions mettre en œuvre un plus grand nombre de projets sur le terrain, les suivre de plus près et, par conséquent, décaisser les fonds plus rapidement. Nous renforcerons nos relations de proximité en augmentant les effectifs de nos bureaux régionaux, en créant des pôles régionaux plus grands qui couvriront chacun un groupe de pays, avec des « branches » s'étendant aux pays voisins. Cette présence locale renforcée sera largement assurée en grande partie par des collaborateurs africains locaux, recrutés en plus grand nombre, dont la formation et les compétences seront adaptées aux marchés locaux. Étant donné que les cadres juridiques sont déjà en place, cette nouvelle structure peut être mise en œuvre rapidement.

## Un partenariat renforcé avec la Banque africaine de développement

Ces cinq dernières années, le portefeuille que nous partageons avec le Groupe de la Banque africaine de développement a atteint un montant de 3,4 milliards d'euros, qui a permis de mobiliser un total de 10,2 milliards d'euros d'investissements pour 26 projets sur l'ensemble du continent. Début 2021, nous avons signé un plan d'action de partenariat commun avec la Banque africaine de développement afin de renforcer cette coopération et de continuer à étoffer notre réserve commune de projets dans les domaines suivants :

- l'action en faveur du climat et la durabilité environnementale ;
- les investissements dans des infrastructures de grande dimension porteuses de transformations ;
- les équipements et services relevant des technologies de l'information et de la communication ;
- l'inclusion financière en vue de l'autonomisation des filles et des femmes ;
- l'éducation et la formation ; et
- la santé.

## Pays en situation de fragilité ou en proie à des conflits

La demande de la valeur ajoutée apportée par la BEI dans des situations de conflit et de fragilité a considérablement augmenté au cours des dernières années. Étant donné que la majeure partie de nos financements en Afrique vont à des zones fragiles, nous avons redoublé d'efforts pour en accroître l'impact. Nous avons ainsi créé l'enveloppe destinée à l'investissement d'impact dans les pays ACP, un instrument très efficace qui nous a permis de prendre davantage de risques pour obtenir un plus grand impact sur le développement. Nous disposons d'une réserve de projets d'investissement au Tchad, à Djibouti, en Somalie et en République démocratique du Congo, entre autres.

Nous sommes déterminés à renforcer nos interventions dans les pays en situation de fragilité ou en proie à des conflits. Les travaux menés dans ce contexte comprendront une synthèse de nos principales initiatives et de notre expérience à ce jour, l'exploration des domaines où le développement de l'activité pourrait se poursuivre et un aperçu des partenariats clés qui améliorent notre efficacité dans les pays fragiles et en proie à des conflits. Sur la base des enseignements tirés, il s'agira de définir un ensemble de principes directeurs pour nos activités existantes et prévues dans des situations de fragilité, afin de renforcer notre contribution au redressement et à la paix et d'améliorer l'alignement de nos stratégies sur l'action extérieure de l'Union européenne.

## Résilience

Notre approche affinée s'appuie sur notre initiative en faveur de la résilience, fondée sur une étude et des consultations menées à l'échelle de la Banque en 2020. Nous avons défini les domaines ci-dessous comme étant particulièrement adaptés pour promouvoir le développement socio-économique et s'atteler aux enjeux clés que constituent notamment les migrations et les déplacements forcés.

- **Projets d'adaptation aux changements climatiques** qui concourent à la résilience des populations vulnérables.
- **Aménagement urbain et infrastructures sociales ciblés** dans des régions susceptibles de connaître un important exode rural d'origine climatique ou un afflux de réfugiés en très grand nombre. Les mesures mises en œuvre dans ce contexte peuvent favoriser l'intégration des migrants et des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays, tout en réduisant le risque de nouveaux déplacements dus aux changements climatiques. Dans les lieux d'origine, les investissements dans les infrastructures sociales – et en particulier dans la santé, compte tenu de l'expérience de la pandémie de COVID-19 – peuvent aider à bâtir des économies et des collectivités plus résilientes, qui seront mieux parées pour résister aux chocs lorsqu'ils se produisent et mieux à même de générer des possibilités à long terme.
- **Inclusion financière et investissement du secteur privé** pour soutenir la création d'emplois et l'accès au financement pour ceux dont les moyens de subsistance sont les plus précaires ou menacés, y compris le financement de microentreprises et de PME.

- **Contribution aux résultats et aux impacts sur le plan social** – inclusion sociale, égalité entre les sexes et prévention de l'exclusion sociale, de la privation des droits, des violences et des conflits. Avec l'application de ses normes environnementales et sociales, la BEI vise, par le biais de ses investissements, à garantir le respect et la protection des droits humains des groupes vulnérables, tels que les travailleurs migrants.

Ces évolutions seront soutenues par une panoplie d'instruments mis à disposition des services opérationnels pour définir des points d'entrée pour les questions liées aux migrations et aux déplacements forcés et acquérir des connaissances sur les ajustements à opérer au niveau des produits, de la conception des projets, des approches et des indicateurs, qui renforceront l'impact sur les mouvements de population.

## Enquête sur le développement

Au cours de chacune des trois dernières années, la BEI a mené son enquête sur le climat, un sondage d'opinion sur les attitudes à l'égard des changements climatiques effectué parmi un large échantillon de la population de l'Union européenne, des États-Unis, du Royaume-Uni et de la Chine. Ses résultats ont suscité une attention particulière parmi les médias du monde entier et aux échelons politiques les plus élevés, confortant la reconnaissance plus large de la BEI en tant que banque européenne du climat et fournissant aux acteurs des milieux politiques et universitaires des données précieuses pour évaluer la perception de cette question fondamentale par le grand public.

Nous préparons actuellement une enquête similaire sur le développement, dont les premiers résultats sont attendus fin 2021. Cette enquête de la BEI portera sur l'ensemble du continent africain. Fondée sur une approche participative, elle a pour objectif de faire remonter les informations sur les besoins de développement en Afrique, ce qui peut permettre de repérer des problèmes rencontrés par les populations africaines et nous aider à formuler une réponse. Par la couverture médiatique des résultats de l'enquête en Afrique, nous voulons faire prendre conscience de l'importance de financer le développement et placer l'Afrique au premier plan des débats politiques, en apportant un éclairage qui permettra de proposer des solutions aux défis du continent.





**Banque  
européenne  
d'investissement**

*La banque de l'UE*

Banque européenne d'investissement  
98-100, boulevard Konrad Adenauer  
L-2950 Luxembourg  
+352 4379-22000  
[www.eib.org](http://www.eib.org) – [info@eib.org](mailto:info@eib.org)

# Un partenariat avec l'Afrique

Comment la Banque européenne d'investissement met en œuvre les politiques de l'UE en Afrique et envisage l'avenir pour le développement et le partenariat sur l'ensemble du continent